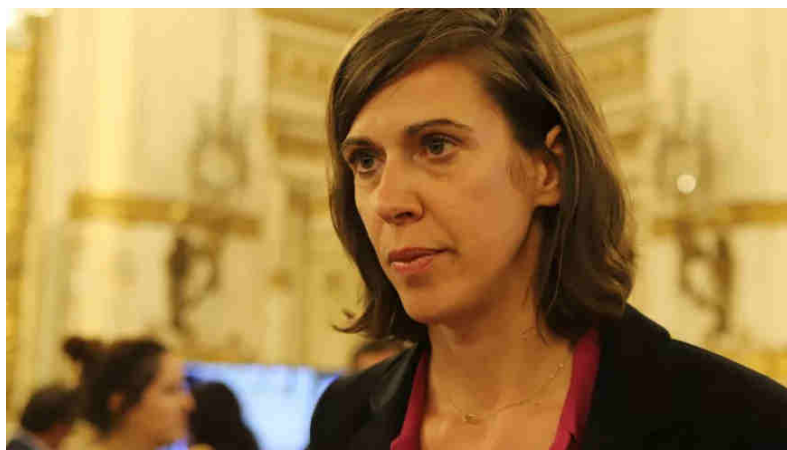


Familles remises à la rue à Lyon : la députée Sandrine Runel interpelle le gouvernement



Sandrine Runel - LyonMag

La réaction ne s'est pas fait attendre.

Ce jeudi, la préfecture du Rhône annonçait lancer [une expérimentation pour tenter de "fluidifier" l'hébergement d'urgence](#), considérant que trop de personnes mises à l'abri restaient trop longtemps dans le dispositif. Et que des familles ne répondant plus aux critères d'entrée allaient être remises à la rue.

Ce vendredi, la députée PS de Lyon [Sandrine Runel](#) réplique. Dans un courrier adressé au ministre de l'Intérieur et à la ministre du Logement, la parlementaire réclame la fin immédiate de cette expérimentation qu'elle juge "désastreuse".

"Avec cette décision, il apparaît clairement que l'État souhaite durcir davantage les critères de vulnérabilité des personnes accueillies dans les centres d'hébergement d'urgence : une nouvelle étape de mise en concurrence de personnes malades et très malades", s'élève Sandrine Runel, qui évoque un "tri des personnes sans-abri adossé aux critères du pire".

Avant d'être élue députée l'été dernier, Sandrine Runel était l'une des interlocutrices de la préfecture sur ce sujet, puisqu'elle était adjointe au maire de Lyon chargée des Solidarités. Un poste qui lui a d'ailleurs valu de fortes critiques des associations et de ses pairs socialistes puisqu'elle avait sollicité [l'évacuation de gymnases occupés par des SDF](#).